



## UNE DEMARCHE CITOYENNE

Nous ne sommes pas un groupe de pression au service d'intérêts particuliers, mais une vigilance et une alerte citoyennes.

Partisanes de la sobriété et de l'efficacité énergétique et d'un développement raisonné des énergies renouvelables, nos associations locales alertent depuis des années les autorités sur les impacts négatifs des projets éoliens industriels.

Le débat sur la PPE renforce le sens de l'action de nos militants associatifs : la transition énergétique implique pour tous des responsabilités globales en matière de préservation et de gestion raisonnée des ressources naturelles ou encore d'aménagement et d'équipement respectueux de la santé de l'homme et de son environnement.

Tel est le sens de notre contribution à ce débat national.

## CAHIER D'ACTEUR REUSSIR LA TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE DANS LES ESPACES RURAUX

### Qui sommes-nous ?

Le Collectif régional « Toutes Nos Energies - Occitanie Environnement » a été créé à Albi le 23 novembre 2016. Il rassemble 160 associations, fédérations départementales et collectifs, œuvrant dans 10 départements d'Occitanie pour la protection de l'environnement, du patrimoine et de la qualité de vie des habitants et pour une politique énergétique respectueuse de la vie des territoires ruraux. Il alerte sur les impacts négatifs de l'éolien industriel dans les milieux naturels et les espaces ruraux.

Depuis une dizaine d'années les projets éoliens se sont multipliés d'une manière totalement anarchique. Ce n'est pas une forme de transition énergétique souhaitable. De plus en plus nombreux, des habitants s'insurgent contre cette irruption agressive dans leur cadre de vie. Les associations locales de protection de la qualité de vie et de l'environnement se sont mobilisées.

La création de la grande région Occitanie a été l'occasion d'aller vers une union régionale. Le collectif Toutes Nos Energies - Occitanie Environnement s'est donné pour but de soutenir l'action des associations locales et d'être un interlocuteur crédible des acteurs régionaux et des autorités, **pour une politique énergétique respectueuse de la vie des territoires ruraux d'Occitanie.**

Le collectif Toutes Nos Energies - Occitanie Environnement souhaite participer à une transition écologique véritable et sincère. Partant de la question du développement de l'éolien industriel, nous voulons éviter que se perpétuent les dégradations sociales, économiques et environnementales qu'il a produit dans les territoires de notre région. Nous analysons les causes, les effets et les solutions à apporter pour remédier à cette situation.

# UNE POLITIQUE ENERGETIQUE RESPECTUEUSE DES TERRITOIRES



Chantier éolien industriel au col de Fontfroide (Hérault)

Le débat public qui s'ouvre nous donne l'occasion de rappeler un principe démocratique : les citoyens doivent reprendre la parole et participer en amont, à l'élaboration des projets ayant un impact sur l'environnement.

Les habitants des territoires hyper-ruraux auxquels ils sont attachés, veulent que leurs enjeux spécifiques soient compris et valorisés. Il est nécessaire pour tous de préserver ces espaces de vie, espaces économiques à faible densité humaine mais à forte valeur patrimoniale, perçus et fréquentés comme des "poumons verts" par les habitants des villes.

Nous formulons des propositions, souvent interrogatives mais toujours constructives, tant sur le plan des choix techniques que sur celui des modalités démocratiques de conception et de mise en œuvre de la transition énergétique. Il s'agit avant tout d'économiser les ressources rares en veillant à conserver leur qualité : l'eau, l'air, les métaux et les matériaux de construction, dans le souci permanent de préserver la santé et le bien-être des personnes.

## COMMENT REUSSIR LA TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE DANS LES ESPACES RURAUX ?

**Par une politique énergétique qui respecte la vie et l'attractivité des territoires !**

Promouvoir un scénario énergétique c'est préalablement définir un cahier des charges prenant en compte l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux induits au niveau territorial.

Une réduction significative des consommations énergétiques implique d'accompagner les principaux arbitrages individuels en matière de mode de chauffage et de transport-mobilité en définissant, en adaptant et en chiffrant les moyens d'accompagnement nécessaires (technologiques, R&D, mesures fiscales, financières et assurantielles).

Un développement efficient des énergies renouvelables doit permettre de surmonter trois obstacles majeurs :

- Ecologique et citoyen : certaines des EnR peuvent avoir un impact négatif sur les territoires et leurs habitants. En particulier, l'éolien terrestre pose de réels problèmes d'acceptabilité dans les territoires ruraux.

- Technique : éolien et photovoltaïque sont des EnR intermittentes et aléatoires nécessitant des capacités de substitution dont le coût doit être chiffré et publié. Ainsi, en Occitanie, le projet de développement massif de l'éolien et du solaire nécessiterait d'installer une puissance de substitution équivalent à plus du double de la puissance hydroélectrique occitane actuellement installée !

- Economique et financier : le sur-investissement en EnR sera d'autant plus élevé qu'il faut tenir compte des coûts de raccordement (pour 1 € investi dans les ENR, il faut investir 1 € dans les raccordements), auxquels s'ajoute le coût des capacités de substitution. Les chiffrages exhaustifs seont communiqués aux citoyens, qui sont aussi des contribuables.

Les scénarios alternatifs doivent être étudiés hors de la pression des industriels. Adaptés aux territoires et respectueux des indicateurs humains, ils permettront de responsabiliser citoyens et élus locaux :

- solutions locales menant à de l'autoconsommation : géothermie, solaire E.C.S et biomasse sous conditions écologiques et techniques, en posant comme condition préalable la mise en œuvre des mesures d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique ;

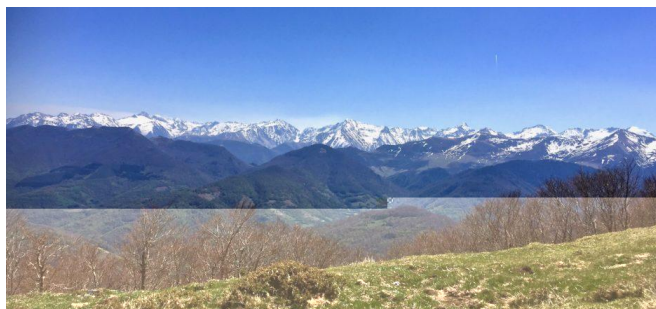
- solutions régionales pour les productions plus importantes : hydraulique (turbines upgradées, petite hydraulique), photovoltaïque sous condition de respect du territoire, éolien flottant sous conditions de concertation avec les professionnels de la mer et du tourisme et de respect du milieu marin.

Ces scénarios s'appuieront sur un principe de responsabilité des citoyens et des entreprises, porteurs de solutions adaptées à leurs territoires. Ils mobiliseront en priorité les ressources locales tout en assurant les nécessaires accompagnements au meilleur niveau.

L'ensemble des coûts seront analysés et communiqués : coût d'accompagnement des arbitrages individuels (ménages, entreprises, secteur public), investissements tant dans les solutions de production EnR retenues que dans les capacités de substitution nécessaires, et mécanismes de financement (le recours aux opérateurs privés et aux financements bancaires n'est pas neutre, car il mobilise des ressources qui alors deviennent indisponibles pour d'autres usages).

Ces scénarios prendront en compte les enjeux majeurs des territoires : le développement de leur attractivité, le respect de la biodiversité et des aménités paysagères, l'harmonie du corps social.

La réussite de la transition énergétique passe par une transition écologique et citoyenne globale, s'appuyant sur un changement des modes de production et de consommation. Elle engage l'avenir de nos enfants et petits-enfants. Elle repose sur des solutions de vérité au plan technique, économique, écologique et humain, plutôt que sur le respect d'objectifs quantitatifs imposés ou sur des artifices de marketing politique soutenus par des chapelles et des lobbys.



## EN GUISE DE CONCLUSION

Nous souhaitons une transition énergétique équilibrée, selon trois conditions :

– **Une transition globale** : prenant en compte toutes les ressources de la région (soleil, géothermie, biomasse, vent...) et ses cours d'eau, ainsi que les énergies du futur ;

– **Une transition réaliste** au plan économique ;

– **Une transition socialement acceptable** par les habitants, respectueuse de la biodiversité, du patrimoine paysager et culturel, de la qualité de vie et donc suscitant l'adhésion active des citoyens.